

Service Vétérinaire-Environnement et Cadre de Vie
Place de l'Ancien-Foirail
Cité administrative
32020 Auch Cedex 9

Auch, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARQUISSEAU MURIELLE

PELOU
32300 Saint-Élix-Theux

Références : SVECV-2025D13282
Code AIOT : 0053201394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement MARQUISSEAU MURIELLE implanté LE PELOU 32300 SAINT-ELIX-THEUX. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARQUISSEAU MURIELLE
- LE PELOU 32300 SAINT-ELIX-THEUX
- Code AIOT : 0053201394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de volailles de plus de 40 000 volailles classé IED (« Industrial Emissions Directive ») sur le territoire de la commune de Saint Elix Theux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 et 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > I.	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
4	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
5	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
7	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.	Sans objet
8	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de l'EARL DU PELOU est en bon état.

Les bâtiments sont fonctionnels mais doivent faire l'objet d'un suivi pour la corrosion présente sur les parties métalliques des structures.

Les suivis des installations techniques (gaz, extincteurs, électricité) sont réguliers et conformes.

Les abords sont à entretenir du côté de la clôture : les ronces et les arbres doivent être entretenus plus régulièrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > I.
Thème(s) : Élevage, Bâtiments
Prescription contrôlée :

<p>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volières, des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection réalisée en vide sanitaire, deux bâtiments sur les quatre que compte le site, étaient paillés.</p> <p>Il a été constaté des points de corrosion à quelques endroits dans certains angles des structures métalliques des bâtiments.</p> <p>Quelques barres métalliques proches du sol présentent des corrosions dans les sas.</p> <p>Les soubassements en béton sont en bon état.</p> <p>Les portes de chargement sont également en bon état.</p> <p>Les gouttières sont en place et fonctionnelles.</p> <p>Les silos à l'extérieur sont fonctionnels et étanches.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Traiter les points de corrosion des matériaux métalliques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 et 10
Thème(s) : Élevage, Entretien des abords, des locaux et gestion des nuisibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>

<p>Constats :</p> <p>Dans les bâtiments, un point de vigilance a été soulevé concernant les armoires électriques (protégées par une bâche noire) : des amas de poussières étaient présents ainsi que sur les interrupteurs.</p> <p>Dans les sas, les armoires électriques étaient propres.</p> <p>La surveillance des rongeurs est assurée par un prestataire extérieur : dernier passage le 31 décembre 2024. Rythme de passage : tous les trimestres. Le plan de situation a été présenté ainsi que le cahier de suivi.</p> <p>Les boîtes d'appâts étaient en place lors de la visite d'inspection.</p> <p>A l'extérieur, la clôture du site est encombrée par la végétation (ronces), les arbres ne sont pas élagués.</p> <p>La haie champêtre située à l'intérieur aux abords du bâtiment 1 nécessite également un entretien plus rigoureux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé le nettoyage des clôtures : enlèvement des ronciers et autres mauvaises herbes. Élagage des arbres qui risquent d'endommager le grillage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs étaient en place.</p> <p>Leur suivi est assuré par un prestataire extérieur.</p> <p>Le dernier passage a été réalisé le 10 mars 2025.</p> <p>Le bon d'intervention et la facture ont été présentés par l'exploitante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle périodique des installations électriques est respecté : le dernier passage de l'APAVE a été réalisé le 20 décembre 2024.</p> <p>Le rapport a été présenté : aucune non conformité n'a été relevée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Consommation eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le relevé des consommations d'eau se fait quotidiennement sur les fiches d'élevage.</p> <p>La consommation relevée est conforme et ne dépasse pas les 5 000 m³ autorisé par an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Collecte et stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Les gouttières étaient en place pour la récupération des eaux pluviales : le bassin de rétention est en place.</p> <p>Un entretien doit être réalisé autour de ce bassin pour la végétation.</p> <p>Les eaux résiduaires (sanitaires et de vannes des sas) sont orientées vers la fosse dédiée.</p> <p>Il a été demandé la réalisation de la vidange de cette cuve : elle présentait un remplissage important.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire vider la fosse des eaux sanitaires.</p> <p>Nettoyer les abords du bassin de rétention des eaux pluviales.</p> <p>A terme, une clôture devra être mise en place afin de garantir la sécurité de ce bassin. Elle devra être étudiée afin que l'accès des secours en cas d'incendie soit possible (portillon avec point d'accès).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Emissions dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussière et odeur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments sont correctement ventilés.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les extracteurs étaient propres.</p> <p>Les jupes de protection extérieures étaient en place et propres.</p> <p>Un point de vigilance est porté sur l'entretien des sorties à l'extérieur : dépôts de poussières à certains endroits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nettoyer les amas qui se forment sous les jupes extérieures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déchets et sous-produits animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchet</p>

Prescription contrôlée :

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Les déchets sont évacués régulièrement par le biais de la coopérative.

Les bordereaux d'enlèvement ont été présentés : 02/07/2024 : enlèvements des bidons de produits de nettoyage et des flacons de vaccins vides à destination de la société PAPREC SUD OUEST AGENCE ATLANTIQUE (64 - MONTARDON).

Les enlèvements pour l'équarrissage sont réguliers, le relevé annuel a été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite